

Clés pour décoder certains préjugés

Evelyne Dodeur,
xx, conseillère
pédagogique.

Extrait de Les
Territoires de la
Mémoire, ateliers
neurone, 2004.

.....

Le racisme se nourrit de phrases simples, de slogans basés sur des impressions non vérifiées. Quelques réponses simples basées sur des faits ne changeront sous doute pas les convictions mais serviront à réfléchir.

.....

Le racisme n'est pas un comportement inné, on ne naît pas raciste. Le racisme naît d'un sentiment de peur. La peur de l'Autre qui est différent et que l'on ne connaît pas, mais que l'on croit connaître (= préjugés) ; la peur de perdre ses privilèges, de devoir partager, etc.

Chaque individu est donc susceptible d'éprouver un sentiment raciste ou d'avoir un geste raciste envers quelqu'un. De même, chacun peut être victime d'un acte raciste, « on est toujours l'étranger de quelqu'un... ».

Dans une société multiculturelle, l'éducation joue un rôle primordial, elle permet de découvrir l'Autre, de le comprendre et de le respecter. Une démarche qui permet de vaincre la peur et qui constitue une source de richesses.

Les préjugés

« Les fonctionnaires sont... Les enseignants sont... Les Italiens sont... Les Flamands sont... Les Wallons sont... Les Allemands sont... Les Marocains sont... Les noirs sont... ».

Des phrases faciles à compléter ! Et pourtant, elles établissent de fausses généralités. Un préjugé consiste à juger un individu ou un groupe d'individus avant de le connaître.

Lorsqu'on dit des Wallons qu'ils sont fainéants, qu'ils sont sales ou qu'ils profitent du système, vous sentez-vous concerné ?

Tout le monde a des préjugés, ils nous empêchent de nous ouvrir aux autres, c'est pourquoi il est utile d'en prendre conscience pour parvenir à s'en défaire...

Parmi les préjugés que l'on entend fréquemment, bon nombre concerne l'étranger en général.

● « La Belgique est envahie par les étrangers »

En Belgique, en 2000, sur cent habitants, il y a neuf personnes qui n'ont pas la nationalité belge (trois étrangers hors Union européenne et six

Qu'est-ce que le racisme ?

Le racisme consiste à croire qu'un groupe humain (« race ») est supérieur à un autre. Cette croyance entraîne des comportements de rejet et d'agressivité qui peuvent s'exprimer à travers des violences physiques ou verbales, des discriminations en matière d'emploi et de logement, etc.

A l'origine, le concept de race consiste à vouloir classer les humains d'après leur couleur de peau (noirs, jaunes, blancs...). Aujourd'hui, grâce à la génétique et à la science, nous savons qu'il n'existe pas de race « pure », ce classement est impossible, car le métissage entre les hommes a toujours existé.

A l'heure actuelle, le racisme basé uniquement sur des critères physiques (couleur de peau...) a donc tendance à être remplacé par un racisme basé sur des différences de culture, de langue, d'ethnie ou de religion (« Nous ne pouvons pas vivre ensemble, nous n'avons pas la même culture »).

Mots clefs : migration, société.

étrangers hors Union européenne).

Les derniers chiffres de l'Institut national des statistiques montrent que, depuis 2000, le nombre total de personnes étrangères a légèrement diminué pour arriver à 850.077 en 2003.

Remarquons qu'il y a davantage d'immigrés dans les grandes villes (Anvers, Bruxelles, Liège...) qu'à la campagne, car la personne d'origine étrangère espère, par exemple, y trouver plus facilement du travail. Il y a moins d'immigrés en Flandre qu'en Wallonie et pourtant c'est en Flandre que l'extrême droite (qui propose notamment l'expulsion des étrangers) remporte le plus de succès (le Vlaams Blok, parti d'extrême droite, remporte 15,4 % aux élections législatives de 1999).

Officiellement, le Gouvernement belge a stoppé l'immigration en 1974. Depuis cette date, l'accès au territoire n'est autorisé que dans le cadre du regroupement familial, pour les travailleurs hautement qualifiés et pour les travailleurs européens. La fermeture des frontières ne résout cependant pas les problèmes sociaux, économiques ou politiques dans le monde. Des étrangers continuent donc à chercher refuge en Belgique.

De plus, les chiffres de ce tableau ne prennent pas en compte les enfants d'immigrés, de la deuxième, voire de la troisième génération qui sont nés en Belgique et qui sont donc belges.

● « On entre trop facilement en Belgique »

Les demandeurs d'asile sont des personnes qui fuient leur pays parce qu'elles sont persécutées en raison de leur race, leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un groupe social, leurs opinions politiques, etc. Parce qu'elles n'ont pas de travail, vivent dans la pauvreté, elles cherchent refuge dans un autre pays et demandent à ce pays une protection temporaire.

Aujourd'hui, en Belgique, pour obtenir le droit d'asile, un candidat réfugié doit prouver qu'il est menacé dans son pays d'origine (ce qui n'est pas toujours facile). Il doit effectuer de longues démarches administratives et constituer un

dossier qui sera examiné par des autorités belges¹. Des démarches qui aboutissent souvent à un refus.

Dans l'attente d'une réponse, les demandeurs d'asile, hommes, femmes et enfants sont soit hébergés dans un centre ouvert, d'où ils peuvent sortir, soit ils sont détenus dans un centre fermé jusqu'à leur expulsion (en cas de réponse négative) dans un pays qui n'est pas toujours le leur.

Il y a dix-huit centres ouverts en Belgique (Bruxelles, Rixensart, Morlanwelz, Arlon, Westende...) et cinq centres fermés (Melsbroeck et Steenokkerzeel près de l'aéroport national, Bruges, Merksplas et Vottem).

(1) L'Office des étrangers (ministère de l'Intérieur), le Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) (organisme indépendant), la Commission permanente de recours des réfugiés (juridiction administrative) et le Conseil d'Etat.

	Population totale	Etrangers Union européenne	Etrangers hors Union européenne	Total étrangers
Belgique	10.239.085	563.556 = 5,5 %	333.554 = 3,3 %	897.110 = 8,8 %
Flandre	5.940.251	164.569 = 2,8 %	129.081 = 2,2 %	293.650 = 5 %
Wallonie	3.410.347	270.228 = 8 %	71.813 = 2 %	342.041 = 10 %
Bruxelles	959.318	140.356 = 15 %	133.257 = 14 %	273.613 = 29 %

Nombre d'étrangers en Belgique en 2000, par régions
Source : Institut national de statistiques (2000)

Les étrangers qui se voient refuser le droit d'asile reçoivent un ordre de quitter le territoire et sont expulsés s'ils refusent de s'en aller.

En 1998, Sémira Adamu, une jeune Nigérienne de vingt ans, mourait étouffée lors de sa sixième tentative d'expulsion forcée à l'aéroport de Zaventem après plusieurs mois de détention dans un centre fermé.

Pendant la procédure de demande d'asile, un demandeur d'asile ne reçoit pas de soutien financier (CPAS), mais uniquement une aide matérielle (logement, nourriture, vêtements)

(2) Source : Centre pour l'égalité des chances et le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR), décembre 99.

dans un centre ouvert ou un centre fermé.

La plupart des demandeurs d'asile de ces dernières années sont originaires du Congo, d'Iran et des pays de l'Est (Serbie, Kosovo, Slovaquie).

L'immigration

S'il est vrai que les étrangers qui viennent en Belgique ne sont pas tous en danger dans leur pays, la plupart, viennent en Belgique en espérant pouvoir améliorer leurs conditions de vie.

De nombreux immigrés envisagent un exil provisoire et espèrent rentrer rapidement chez eux.

Parmi eux, rares sont ceux qui disposent de moyens financiers suffisants pour partir vers l'Europe. L'immigration s'effectue donc le plus souvent vers les pays limitrophes (= pays situés aux frontières d'un pays) pour des raisons financières et pratiques.

En 1999², la Tanzanie a accueilli 532.100

réfugiés en provenance du Burundi et du Congo. La même année, la Belgique a reçu 35.778 demandes d'asile et en a accepté 13 %.

En 2000³, l'Europe a accueilli un demi-million de réfugiés, l'Afrique en a accueilli environ trois millions.

Les clandestins

Tous les réfugiés n'introduisent pas une demande d'asile. Certains restent dans la clandestinité, c'est-à-dire qu'ils s'installent sur le territoire sans autorisation (parce qu'ils ignorent la procédure à suivre, parce qu'ils n'ont pas les « bons » papiers, parce qu'on leur a déjà refusé l'asile, etc.). Ces personnes (hommes, femmes et enfants) qui n'ont droit à rien, ni chômage, ni CPAS, ni soins de santé, ni scolarité, vivent dans la peur permanente d'être découverts et expulsés.

Certains Belges exploitent ces personnes pour un salaire dérisoire ou leur louent des logements insalubres à des prix élevés. Etant dans l'illégalité, les clandestins n'ont aucun recours. Le Gouvernement tente de lutter contre les différents trafics (d'êtres humains, d'armes, de drogues, de voitures...) qui s'organisent sur le plan international.

Il est impossible d'évaluer le nombre de clandestins, puisque ces personnes ne sont répertoriées nulle part.

Pour rappel

La Belgique a signé la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD).

Cette Convention est un instrument juridique contraignant, entré en vigueur en 1969. A ce jour, elle a été ratifiée par 161 Etats.

Ces Etats ont donc l'obligation de respecter cette Convention qui définit la discrimination raciale comme toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou tout autre domaine de la vie publique.

Elle condamne le racisme et stipule que des

Pour information

En Belgique, on a le droit de ne pas aimer tout le monde, mais chaque être humain a droit au respect. C'est notamment pour faire respecter ce droit que la Belgique possède une législation (lois) concernant les discriminations et le racisme.

1. La loi de 1981 (loi Moureaux) réprime certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (refuser un logement ou un travail à une personne en raison de ses origines, de sa couleur, etc.)

2. La loi de 1995 réprime la négation, la minimisation la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime nazi (national-socialiste) allemand pendant la Seconde Guerre mondiale.

3. La loi de 2003 réprime toute discrimination au sens large c'est-à-dire toute différence de traitement qui manque de justification objective et raisonnable et qui est directement fondée sur le sexe, une prétendue race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, l'âge, la conviction religieuse ou philosophique, l'état de santé actuel ou futur, un handicap ou une caractéristique physique.

mesures doivent être entreprises pour l'éliminer.

Année	Nombre total de demandes d'asile	Nombre de demandes d'asile acceptées
2000	42.691	1.205
2001	24.549	901

Nombre de demandes d'asile en Belgique en 2000 et 2001

Sources : Statistiques du Petit Château et du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA).

● « Les étrangers prennent le travail des Belges »

Petit historique de l'immigration

Dans les années 60, le Gouvernement belge a fait appel aux travailleurs immigrés pour travailler dans les charbonnages, mais aussi dans des secteurs comme la métallurgie, la chimie, la construction et les transports. Le pays avait besoin de main-d'œuvre et la situation démographique laissait craindre pour l'avenir (vieillesse de la population). A cette époque, l'immigration n'est envisagée que de manière temporaire tant par les immigrés eux-mêmes que par les autorités belges⁴. L'imaginaire du retour au pays est donc présent pendant très longtemps et les politiques d'accueil dans les domaines du logement, de l'enseignement et de la culture sont envisagées tardivement.

Des travailleurs italiens (1946), espagnols (1956), grecs (1957), marocains et turcs (1964), tunisiens (1969), algériens et yougoslaves (1970) ont été invités à venir travailler en Belgique et par la suite, leurs familles les ont rejoints (regroupement familial).

Ces immigrés ont accepté des emplois dangereux et éprouvants que certains Belges refusaient : charbonnage, sidérurgie, carrière... Des secteurs qui depuis ont été durement touchés par la crise économique.

Et demain

Travailleurs, soyez les bienvenus en Belgique !

« Nous, Belges, sommes heureux que vous veniez apporter à notre pays le concours de vos forces et de votre intelligence. Mais nous désirons que cette vie nouvelle contribue à votre bonheur. Pour y parvenir, voici ce que nous proposons : nous essayerons dans cette petite brochure de vous informer des conditions de vie et de travail qui vous attendent en Belgique. Ainsi vous prendrez le « grand départ » en connaissance de cause. (...) »

Il y a déjà des travailleurs de votre pays chez nous. Venez les rejoindre si vous croyez que votre situation peut s'améliorer. De toute façon, nous le répétons : les travailleurs méditerranéens sont les bienvenus parmi nous, en Belgique. »

Vivre et travailler en Belgique,
Institut belge d'information et de documentation, 1965, p.3.
Brochure publiée par le ministère de l'Emploi et du Travail.

Certains économistes actuels prédisent que d'ici vingt ans, la Belgique (et plus largement l'Europe) devra à nouveau faire appel à une main-d'œuvre étrangère pour sauver son économie et son niveau de vie. En effet, le vieillissement de la population en Europe et la baisse du taux de natalité entraîneront inévitablement un manque de main-d'œuvre...

« Mettons les étrangers dehors pour libérer des emplois »

L'extrême droite propose de renvoyer les étrangers chez eux pour donner leur travail aux Belges. En observant les chiffres, on s'aperçoit que cette solution ne résoudrait pas le problème du chômage. En effet, les étrangers représentent une faible part du marché de l'emploi. L'extrême droite propose une fausse solution à un problème complexe qui nécessite davantage de réflexion.

Remarquons qu'après les étrangers, ce sont les femmes que l'extrême droite veut exclure du marché de l'emploi. Si elles restent à la maison pour élever les enfants, elles libéreront des emplois. Mesdames, à vos fourneaux !

(4) Rea Andrea,
Les jeunes d'origine immigrés : intégrés et discriminés, professeur de sociologie à l'ULB et Directeur du Groupe d'étude sur l'ethnicité, le racisme, les migrations et l'exclusion.

	Belges	Etrangers UE	Etrangers hors UE	TOTAL étrangers
Secteur public	98,20 %	1,60 %	0,20 %	1,80 %
Secteur privé	91,70 %	6,30 %	2 %	8,30 %
Indépendants	92,10 %	6,70 %	1,20 %	7,90 %

Répartition (par secteurs) de la population ayant un emploi en 1997 en Belgique

Source : Institut National de Statistiques (1997)

● « Les étrangers profitent du chômage »

Un étranger qui travaille en Belgique contribue à l'économie du pays. Il paye ses impôts, ses cotisations sociales et consomme comme tout autre citoyen. Lorsqu'il perd son emploi, il a le droit de bénéficier du chômage.

En période de crise économique, étrangers et Belges vivent les mêmes difficultés (chômage, emplois précaires, flexibilité, concurrence...). Tous les travailleurs prennent peur, ils craignent de perdre leur emploi, leurs privilèges, leur niveau de vie.

Certains montrent alors l'étranger du doigt, il est responsable de la crise et de nos malheurs (insécurité, violence, drogue, délinquance...). Ce bouc émissaire idéal permet à chacun de fuir

Nombre total de chômeurs	368.785
Belges	305.012
Etrangers de l'UE	34.459
Italiens	19.066
Français	6.758
Espagnols	2.824
Néerlandais	1.552
Portugais	1.363
Grecs	1.332
Autres	1.564
Etrangers hors UE	29.314
Marocains	13.904
Turcs	9.386
Réfugiés et apatrides	1.251
Algériens	953
Ex-Yougoslaves	486
Autres	3.334

Nombre de chômeurs complets indemnisés en Belgique en 2000

ses responsabilités. Pas besoin de réfléchir, d'imaginer une véritable solution aux problèmes socio-économiques, pas besoin de remettre en question notre mode de fonctionnement (la mondialisation, le néo-libéralisme, la libre concurrence, les relations Nord-Sud...).

En 2000, en Belgique, sur 368.785 chômeurs, il y a 63.773 chômeurs qui n'ont pas la nationalité belge et 305.012 belges.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le nombre de chômeurs étrangers :

- la crise économique a fortement touché des secteurs où travaillaient de nombreux immigrés (charbonnages, industries textiles, sidérurgie...);
- les personnes les plus touchées par la crise économique sont celles qui sont peu scolarisées. Or, la plupart des travailleurs immigrés arrivés dans les années 60 avaient un niveau d'études peu élevé et ils ont souvent orienté leurs enfants vers des études techniques ou professionnelles;
- Malgré la loi de 1981 punissant tout acte raciste, on constate encore des discriminations en matière d'embauche envers des personnes immigrées ou issues de l'immigration.

● « Les étrangers font baisser le niveau de l'école »

La réussite scolaire ne dépend pas de la nationalité ou de l'origine culturelle, mais bien du milieu socio-économique.

Belges et étrangers défavorisés connaissent les mêmes difficultés d'intégration en milieu scolaire (problèmes financiers pour l'achat de matériel, livres, manuels, la participation aux excursions, le paiement du minerval, d'un kot, de cours particuliers, le suivi des parents, l'aide pour les devoirs...).

Influencé par son milieu, l'enfant a tendance à suivre un parcours semblable à celui de ses parents qu'elle que soit son origine.

Les jeunes issus de milieu défavorisé sont plus souvent orientés vers les sections technique et professionnelle. Ils connaissent plus souvent le décrochage et l'échec scolaires.

Quatre facteurs expliquent la réussite scolaire : le niveau de formation scolaire des parents, le métier des parents, la pratique de la langue

française à la maison et la période depuis laquelle la famille est en Belgique. Les enseignants et les parents proposent plus facilement une réorientation dans le professionnel aux uns et des cours particuliers aux autres. Quant à l'école, elle ne parvient pas encore à assurer la réussite de tous, reproduisant les inégalités sociales⁵.

● « Nos prisons sont remplies d'étrangers »

Entre 1974 et 1994, le nombre d'étrangers en milieu carcéral (= en prison) n'a cessé d'augmenter, passant de 16,7 % à 41,1 %.

Un milieu socio-économique défavorisé entraîne un risque plus élevé de tomber dans la délinquance mais cela n'a rien à voir avec l'origine ethnique.

Des jeunes d'origine immigrée ou des jeunes belges qui connaissent les mêmes difficultés (peu d'argent, scolarité non suivie, mauvaises conditions de logement, emploi précaire ou chômage, peu de loisirs...) connaîtront les mêmes risques de tomber dans la délinquance. Ce n'est pas le fait d'avoir des parents ou des grands-parents nés au Maroc qui représente une prédisposition à un comportement criminel.

Dans certains quartiers de grandes villes, la criminalité et l'insécurité sont présentes. Une réalité difficile à vivre pour toutes les victimes qu'elles soient belges ou d'origine étrangère. Parallèlement, on constate que les étrangers font l'objet d'un traitement particulier à tous les stades du système judiciaire. Une enquête⁶ réalisée à Bruxelles-ville montre que la police contrôle davantage les quartiers à forte population immigrée. Les personnes contrôlées ont entre treize et vingt-cinq ans. 52,8 % de ces jeunes sont originaires du sud de l'Europe, d'Afrique ou d'Asie. Ils ne sont pas contrôlés parce qu'ils ont commis une infraction, mais parce qu'ils sont susceptibles d'en commettre une (le « délit de sale gueule »).

En matière de drogue, les Belges sont placés en détention préventive dans 42,9 % des cas alors que les jeunes d'origine marocaine le sont dans 62,9 % des cas. De façon générale, dans la plupart des chefs d'inculpation (coups et blessures volontaires, vols, escroqueries, détention de drogues...), le temps de détention moyen des étrangers est le double de celui des Belges.



Belges et jeunes issus de l'immigration ne sont donc pas contrôlés de la même manière. La Belgique possède pourtant une législation permettant de lutter contre les discriminations, mais elle éprouve encore certaines difficultés à l'appliquer et à la faire respecter.

● « Les étrangers refusent de s'intégrer »

L'intégration

Définition : opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité, à un milieu.

L'intégration n'est possible que si certaines conditions essentielles sont respectées. Ces conditions concernent les immigrés et les Belges :

1. L'immigré doit pouvoir acquérir tous les droits sociaux, culturels et politiques d'application dans le pays, de façon à établir une égalité et une sécurité totales. L'intégration est en effet impossible tant que l'immigré se sent dominé et soumis aux décisions des autres. Il doit pouvoir faire valoir ses droits élémentaires et politiques.
2. Mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour cohabiter de façon harmonieuse et

(5) Bourdieu Pierre, La reproduction. *Elément pour une théorie du système d'enseignement*, éd. de Minuit, Paris, 1970, p.279.

(6) De Valkeneer Ch., Police et public : un rendez-vous manqué ?, *Bruxelles, La Charte*, 1998. Brion F., « La surreprésentation des étrangers en prison : quelques enseignements d'une brève étude de démographie carcérale », in BRION F. et al., *Mon délit ? Mon origine*, op. cit., pp.225-257.

conviviale, sans léser, ni frustrer l'une des deux parties (le logement, l'école, la santé, les usages culturels, la vie de quartier, les lieux de rencontres, etc.).

Les mariages mixtes

En 2001, en Belgique, 2845 mariages mixtes ont été célébrés. Des femmes et des hommes belges ont choisi d'épouser une personne d'une autre nationalité (France, Pologne, Zaïre, Etats-Unis, Pays-Bas, Italie, Asie...). A ces chiffres viennent s'ajouter les personnes qui choisissent de vivre ensemble sans se marier.

Les naturalisations

Certains immigrés vivant en Belgique espèrent pouvoir rentrer un jour dans leur pays d'origine auquel ils restent très attachés, ils ne désirent donc pas changer de nationalité.

Cependant, il n'est pas rare que des étrangers vivant en Belgique depuis plusieurs années décident de rester. Ils demandent alors à être naturalisés (= prendre la nationalité belge).

Les enfants d'immigrés nés en Belgique ont souvent la double nationalité, ils ont toujours vécu en Belgique et se sentent généralement belges.

En 2001, 62.982 personnes (Italiens, Turcs, Marocains...) ont demandé la nationalité belge et 101 Belges ont obtenu une nationalité étrangère.

Pour ceux qui viennent d'un pays hors Union européenne, demander la nationalité belge signifie notamment obtenir le même statut que les Belges et pouvoir voter.

Aujourd'hui (2003), de nombreux débats ont lieu au sein du gouvernement sur la possibilité d'accorder le droit de vote aux étrangers non européens qui vivent en Belgique depuis plus de cinq ans, mais qui n'ont pas la nationalité belge. Si elles le souhaitent (pas obligatoire), ces personnes pourront faire la demande et aller voter.

Les chiffres montrent que cette décision n'influencerait pas les résultats électoraux et le paysage politique belge.

Voici quelques chiffres montrant le nombre potentiel d'électeurs étrangers.

Communes	Nombre maximum d'électeurs potentiels non européens	Nombre total d'électeurs aux communales de 2000	%
Anvers	17.566	316.926	5,5 %
Leuven	1.970	65.680	3 %
Aarschot	43	22.470	< 1 %
Oostende	517	54.338	< 1 %
Brugge	503	91.449	< 1 %
Bruxelles	11.384	71.264	16 %
Schaerbeek	11.230	54.262	21 %
Woluwe-St-Pierre	989	23.506	4,2 %
Uccle	2.411	46.810	5,1 %
Charleroi	4.792	134.280	3,6 %
La Louvière	796	48.858	2 %
Liège	6.284	126.616	5 %
Seraing	711	40.246	1,8 %
Chaudfontaine	84	15.779	< 1 %
Namur	1.365	78.391	2 %
Arlon	151	17.987	< 1 %

Source : la Dernière Heure, 19/11/2003.